

INTRODUCTION DE LA DÉLÉGATION FO

Monsieur le Président en introduction de ce CCE, la délégation FO représentant les agents EDF, souhaite marquer son plus grand mécontentement, sa stupeur et se faire le relais de l'inquiétude que développent les annonces gouvernementales de ces derniers jours.

Par la voix d'un de ses ministres, le gouvernement annonce « dans un calendrier non fixé ... » la fermeture potentielle de 17 tranches de Production.

Que penser de cette annonce, « envie de faire du Buzz », « envie d'exister ».

Pour FO ce genre de déclaration souligne qu'il y a un fossé entre faire de la politique et être « un Homme, ou une femme, d'État ».

La délégation FO au CCE partage pleinement la nécessité de poursuivre la modernisation du Mix Énergétique Français en le faisant suivre les progrès technologiques que sont :

- La dé-carbonisation de la production thermique.
- la poursuite de l'exploitation et du développement par EDF des ressources Hydraulique.

■ L'exploitation et le développement d'un parc Nucléaire performant économiquement, garant d'une plus grande indépendance énergétique et répondant aux enjeux planétaires de lutte contre le réchauffement climatique.

■ Le développement par EDF d'un parc « Énergie Renouvelable » que ce soit en métropole ou dans les départements ultra-marins afin d'assurer notre qualité et continuité de fourniture ou pour répondre aux enjeux de développement de territoires tels que la Guyane.

Être moderne et responsable c'est faire passer l'intérêt supérieur de la nation et des citoyens avant ses dogmes. C'est regarder ses responsabilités de Gouvernant avant l'objectif de la caméra ou le micro tendu !!!

La délégation FO au CCE rappelle :

Que la fermeture de 17 centrales c'est la promesse de pertes d'emplois pour près de 100 000 salariés, agents EDF, salariés d'AREVA et de l'ensemble de la chaîne entraînant la désertification des zones souvent rurales d'implantations de ces centrales

Que compte tenu du besoin de décarboner les besoins en Énergie Primaire pour l'industrie, les bâtiments, les transports, l'appel à l'Énergie Electricité comme outil de lutte contre le réchauffement climatique devrait s'accroître.

On est donc loin d'un dogme de « décroissance ».

Que pour faire disparaître du réseau 17 tranches de 900 MW, il faut soit expliquer aux Français qu'ils devront réduire d'un tiers leur consommation ... ou prévoir les investissements pour compenser cette perte pour RTE responsable de l'équilibre réseau qui doit faire face à une situation déjà tendue comme nous avons pu le constater pour le passage de la pointe de cet hiver.

Or sur la question des investissements la dérégulation et la mise en œuvre du dogme Libéral dans notre secteur, conduit à des aberrations économiques. En effet le « Marché » conduit à des prix du MW qui n'offrent pas les garanties financières exigées sur le moyen et long terme pour les investissements nécessaires.

La démonstration est faite chaque jour un peu plus que sur, ce que certains appellent, un « produit » comme l'Électricité, vitale pour les peuples, garant de cohésion sociale, ayant un impact fort sur la compétitivité de l'Industrie le raisonnement « marché » conduit dans une spirale mortifère.

La délégation FO au CCE rappelle que cette question n'est pas neuve et qu'un Homme d'État Français, il y a 70 ans, proposait contre tout dogme de mettre le Secteur sous le cocon protecteur, régulateur, planificateur de l'état, pour l'avantage réel des citoyens et de notre Industrie en le Nationalisant et en créant un Grand Service public de l'Électricité et du Gaz.

Qu'enfin la première des préoccupations Gouvernementales dont notre domaine devrait être de garantir l'application du Statut des Electriciens et Gaziers à l'ensemble des agents et salariés qui contribue à la Production, au Transport, à la Distribution et la Commercialisation.

Pour conclure cette introduction, la délégation FO au CCE constate qu'avec cette nouvelle annonce, après l'obligation faite à EDF d'acquérir une partie d'AREVA, la décision prématurée d'engagement du Nouveau Nucléaire Anglais, nos hommes politiques mettent en péril l'Entreprise EDF et que le premier effet de ces décisions et annonces c'est un tour de vis sur les dépenses et investissements au premier rang desquels nos Salaires, nos avancements, notre intéressement.